

## LE CONCEPT AVAIT ÉTÉ DÉFINITIVEMENT ABANDONNÉ EN 2006

# Retour aux zones franches ?

**Mohamed Benmeradi a indiqué, mercredi, que le gouvernement algérien envisageait de relancer la zone franche de Bellara. Pourtant, ce concept avait été définitivement abandonné suite à l'abrogation, en 2006, de l'ordonnance présidentielle 03-02 relative aux zones franches.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement a annoncé, mercredi, la décision du gouvernement de créer une zone franche à Bellara. Mohamed Benmaradi a évoqué ce sujet en s'exprimant sur le dossier de l'usine que le constructeur automobile Renault envisagerait de construire dans la wilaya de Jijel. La petite phrase du ministre peut paraître

anodine mais elle remet en cause une décision prise par les pouvoirs publics voilà près de six années. En effet, au mois de juin 2006, les deux chambres du Parlement adoptaient la loi 06-10 portant abrogation de la l'ordonnance présidentielle 03-02 relative aux zones franches.

Le texte, qui avait été approuvé en 2003 par les mêmes parlementaires, définissait les conditions de création de

ces espaces dans lesquels les investisseurs devaient bénéficier d'un régime fiscal exceptionnel. En fait, la question de la création des zones franches est apparue en Algérie il y a près d'une vingtaine d'années. La première mesure a été inscrite en 1993 dans la loi de finances et du budget. En octobre de la même année, un décret législatif consacré à «la promotion de l'investissement» définit les avantages accordés aux projets réalisés dans les «zones spécifiques».

Il faudra attendre 1997 pour voir la création de la première zone franche algérienne. Elle était précisément à Bellara, localité proche de la ville de

Milia. D'une superficie de 523 hectares, ce site offre l'avantage d'être situé à proximité du port de Jenjen et de l'aéroport de Jijel. En 2003, le gouvernement confirme sa volonté de développer les zones franches.

Abdelaziz Bouteflika signe l'ordonnance présidentielle 03-02 qui définit clairement les modalités de création et de gestion de ces espaces.

Et c'est donc ce même texte qui sera abrogé trois années plus tard par le Parlement dans le cadre d'une loi déposée par le gouvernement d'Ahmed Ouyahia. Comme argument principal, le ministre du Commerce, El Hachemi Djaïbou, en l'occurrence, avait expli-

qué que cette annulation «contribuerait à mettre fin aux blocages qui entraîneraient les négociations entre l'Algérie et l'OMC». Un argument qui, six ans plus tard, semble discutable puisque l'Algérie n'est toujours pas membre de l'Organisation mondiale du commerce. Mais aujourd'hui, qu'est-ce qui pourrait justifier le retour des zones franches ? Est-ce la formule la plus intéressante pour attirer les investisseurs ? Un texte de loi est-il en préparation au niveau de l'exécutif ? Ou alors est-ce un simple leurre lâché par Mohamed Benmeradi dans le seul but de justifier son échec dans la gestion du dossier de l'usine Renault.

T. H.

### MARCHÉ DU MÉDICAMENT

## Le ministère de la Santé retire l'agrément d'importation à 4 opérateurs

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a retiré l'agrément d'importation à quatre opérateurs n'ayant pas honoré leurs programmes d'importation pour 2012. Le ministre Djamel Ould Abbas, ayant réuni les importateurs hier au siège de son département pour leur communiquer les résultats de l'analyse faite par ses services s'agissant des états de réalisation des programmes d'importation de médicaments de l'année 2012, n'a néanmoins pas indiqué les noms des laboratoires concernés. «Je tiens par contre à rendre hommage à tout le monde et notamment à ceux qui se sont engagés à fabriquer du médicament. Je suis satisfait du fait qu'il n'y a plus de tension sur le marché en ce qui concerne les produits essentiels. Sur l'ensemble des produits devant être importés, seulement 1% des programmes n'a pas été réalisé. Le ministère a décidé d'éliminer les défaillants, au nombre de quatre, des programmes futurs d'importation. Par décence et par correction, je ne révèle pas les noms de ces laboratoires», a-t-il déclaré. Par les chiffres, au 15 avril, le taux de réalisation des programmes d'importation n'a atteint que 30%, soit 887 sur 2 964 produits.

«Néanmoins, analyse le ministre, certains produits sont en stocks suffisants, soit chez les importateurs, soit chez les fabricants et le manque ne concerne que 259 produits dont très peu de médicaments essentiels et dont les fournisseurs se sont vu retirer leurs agréments.» Dans le même contexte, M. Ould Abbas a souligné qu'à partir de l'année prochaine, son département validera les programmes d'importation au 1<sup>er</sup> octobre au lieu du 15 novembre pour donner plus de temps aux opérateurs à se préparer.

«Je vais réunir tous les opérateurs fin juin pour discuter des prévisions. Si cette année nous leur avons signé les programmes au 15 novembre, ce qui n'a jamais eu lieu auparavant, nous allons leur donner encore du temps pour 2013», a-t-il annoncé. Sur un autre plan, le ministre a rassuré le Syndicat national des pharmaciens d'officine ayant protesté contre la mesure d'autoriser l'ouverture d'officines à l'intérieur des hôpitaux que «la décision a été reportée sine die».

Lyas Hallas

### INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

## La règle 49\51 atténuée pour les PME allemandes ?

**La règle 49\51 régissant l'investissement étranger a-t-elle été atténuée pour les PME étrangères, notamment allemandes ?**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Oui, si l'on se réfère aux propos du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement qui a coprésidé avec la secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'Economie et de la Technologie, Anne Ruth Herkes, les travaux de la seconde session de la commission économique mixte algéro-allemande, tenue les 24 et 25 avril derniers.

Jeudi dernier, lors d'une conférence de presse, le conseiller économique de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK-Algérie), George H. Przikling, a évoqué l'intérêt de Mohamed Benmeradi pour la venue d'investisseurs allemands et le transfert de technologies.

En ce sens, le ministre de l'Industrie a, rapporte le représentant de l'AHK-Algérie, estimé que la règle 49\51 «ne signifie pas forcément que le détenteur de 51% bénéficie de 51% du profit». En d'autres termes, l'obligation de majorité de capital pour les Algériens n'empêche pas les partenaires étrangers, même minoritaires, d'exercer le leadership décisionnel et de bénéficier de dividendes. Et cela même dans le cas où ce partenariat engage plusieurs investisseurs algériens. Ce qui s'avère utile pour les PME allemandes, certes de taille relativement petite mais qui disposent, cependant, d'un potentiel important de savoir-faire et investissent

dans la formation professionnelle. Or, ce sont justement ces PME qui ont été assez réticentes vis-à-vis de cette règle, imposée par la loi de finances complémentaire pour 2009, et que l'on tente ainsi de convaincre d'être davantage présentes en Algérie. Et dans la mesure où cette règle a, certes, «ralenti» l'engagement allemand, reconnaît George H. Przikling, mais «n'est pas insurmontable». Ce qui permettrait, à terme et comme abordé lors de cette session, la création de joint-ventures mixtes spécialisées dans la fabrication de composants et équipements pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables et le transfert de savoir-faire et de technologies allemands dans l'industrie pétrolière et gazière.

#### L'industrie automobile a besoin de fournisseurs certifiés

Des domaines où, relève le représentant de l'AHK, l'Algérie a demandé à bénéficier de l'expertise allemande en matière de management et engineering, et dans la mesure où les entreprises allemandes s'intéressent au programme national de développement des énergies à l'horizon 2030 et à la poursuite du mégaprojet solaire Desertec. Assez élué sur le projet automobile Volkswagen en Algérie et l'impact du retard dans l'avancement du projet Renault, le représentant de la Chambre algéro-allemande a néanmoins estimé que le développement d'une industrie automobile et la fabrication d'équipements nécessitent fondamentalement de «commencer à créer» un réseau de fournis-

seurs locaux, certifiés et réguliers. Par ailleurs, et en présence du président de l'AHK-Algérie, Hubert Mainitz, et du directeur de projet Maroc-Algérie de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, Sebastian Hempel, le conseiller économique a évoqué les autres sujets abordés lors de cette session de la commission mixte. A sa seconde session, après celle tenue en mars 2011 à Berlin, marquée par la participation de 35 entreprises allemandes, la commission mixte a ainsi boosté la coopération bilatérale et appelé à développer des projets concrets.

Ainsi, l'on évoque la coopération dans le domaine de l'engineering, l'assistance technique et la mise en place de plateformes logistiques pour les transports, notamment urbains, ainsi que la coopération avec les établissements hospitaliers publics, l'assainissement en milieu rural, la protection des ressources et le traitement des déchets. A ce propos, Georg H. Przikling estime que l'échec de la société allemande GlessenWasser dans la gestion déléguée de l'eau et de l'assainissement à Annaba ne doit pas brider l'élan de la coopération bilatérale. Il est également question de promouvoir et de développer le système d'appui ainsi que les capacités d'exportation des produits artisanaux algériens en Allemagne. Voir de renforcer la présence de la langue allemande en Algérie dans le cadre potentiel de l'enseignement universitaire. Et cela même si la relance des activités de l'Institut Goethe reste problématique, faute d'un statut clair.

C. B.

### LOGEMENTS

## Cent trente deux mille unités lancées durant le premier trimestre 2012

**Un projet de 132 000 logements a été lancé, durant le premier trimestre 2012. Une première pour le secteur qui a réussi à réduire le délai de lancement des projets d'une année à trois mois. C'est ce qu'a déclaré, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «L'avancement de l'opération d'aménagement du foncier pour les programmes de logements publics a permis de réduire le délai de lancement des projets d'une année à trois mois», explique M. Nouredine Moussa, ce jeudi, lors d'une rencontre avec les directeurs de l'Urbanisme et de la Construction (DUC) des différentes wilayas, tenue à Alger. Lancé en un temps «record», le projet de 132 000 logements compte 61 000 logements locatifs, 54 000 logements ruraux ainsi que des logements promotionnels. S'agissant des logements ruraux, le ministre précise que près



Photos : Samir Sid.

#### Des délais record pour Nouredine Moussa.

de 420 000 logements ruraux ont été réalisés dans le cadre du plan quinquennal (2005-2009) et 900 000 autres devront être livrés dans le cadre du plan quinquennal (2010-2014). Toutefois, poursuit-il, un projet de 60 000 logements ruraux est inscrit et sera lancé en 2012. A une question relative au manque de la

main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du bâtiment, le ministre reconnaît que ce problème est «réel». «Certes, nous n'avons pas suffisamment de main-d'œuvre qualifiée mais c'est une donnée qui n'est pas spécifique à l'Algérie. Beaucoup de pays y travaillent avec», souligne-t-il, avant d'assurer que ce problème n'influe pas sur les délais de réalisation des projets. Toutefois, il impute cette défaillance à la «désaffection» des centres de formation professionnelle vis-à-vis des métiers du bâtiment. «Très peu de jeunes optent pour des formations professionnelles dans ces métiers», dit-il. Quant au recours aux entreprises étrangères, Nouredine Moussa a indiqué que le volume des projets et le manque d'entreprises algériennes qualifiées nécessitent ce choix. «Nous n'avons pas de sociétés algériennes capables de gérer et de réaliser des projets de cette envergure d'où la nécessité de faire appel aux entreprises étrangères», explique-t-il encore.

R. N.

### SELON L'ÉCONOMISTE FRANÇAIS ERIC BRIYS

## L'Algérie doit miser sur l'enseignement supérieur

L'Algérie doit miser sur l'enseignement supérieur et développer l'économie du savoir, selon le professeur de finance français, Eric Briys. Invité jeudi dernier du club de réflexion Défendre l'entreprise, cet économiste et cofondateur de la société Cyberlibris, dédiée au livre numérique, a estimé que l'Algérie doit développer la formation universitaire, valoriser l'accès au savoir mais aussi assurer un environnement organisationnel et culturel propice. Comme il s'agit pour notre pays qui dispose d'une importante rente, générée par ses ressources fossiles, de la «gérer convenablement de façon à assurer la robustesse (économique et financière) quand on n'en aura pas besoin...». Et dans ce sens, Eric Briys a estimé que «la création d'un fonds souverain est dans votre intérêt», dans la mesure où l'économie algérienne subit, certes, l'impact de la crise financière internationale actuelle mais où ce fonds permettra cependant de «se repositionner» vis-à-vis d'un environnement international miné par le manque de confiance et de coordination. Et d'autant, relève ce spécialiste de la finance internationale, que les pays émergents peuvent être des «moteurs, avoir voix au chapitre», à charge néanmoins d'«éviter à tout prix l'hyperspécialisation». Une hyperspécialisation qui constitue l'une des tares du système financier actuel, outre la mauvaise appréciation des risques, l'ingénierie financière de plus en plus hasardeuse et une théorisation davantage «schizophrène». Or, estime Eric Briys, «la reprise économique dont on parle, il n'en y aura pas tant (qu'il y aura) des banques internationales zombies et qui ont d'énormes problèmes d'endettement, de sous-capitalisation, des autorités de régulation et de réglementation (bancaire et financière) qui ne font pas leur travail...D'où la nécessité, relève ce professeur, de renforcer les fonds propres des banques, séparer les activités de prêt de celles spéculatives, revenir au capitalisme industriel et lancer des plans de relance à mêmes de stimuler la reprise de la confiance.

C. B.

### LIVRE NUMÉRIQUE

## Vers la création d'une société spécialisée en Algérie

La création d'une société dédiée au livre numérique et aux bibliothèques virtuelles est envisagée en Alger. Déjà partenaire d'établissements universitaires algériens, la société Cyberlibris, spécialisée dans ce domaine, discute un projet en ce sens sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, notamment.

C. B.